



VILLE DE COMBOURG  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**27 MARS 2013**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	0
Nombre de Conseillers présents	:	25
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	21 Mars 2013
Date d'affichage du compte-rendu	:	3 Avril 2013

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN

**Absents excusés** : Néant

**Absents non excusés** : Mme Joëlle COLLIN, M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET, M. Joël DESVAUX

**Pouvoirs** : Néant

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : M. Jean-Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 13-41) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 13-42) Coopération franco-allemande – 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée
- 13-43) Maîtrise du foncier – Charte pour une gestion économe du foncier en Bretagne
- 13-44) Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural de Bretagne (SAFER) – Convention de Partenariat
- 13-45) Réforme des rythmes scolaires
- 13-46) Programme de plantation de haies bocagères 2013
- 13-47) Réalisation d'une salle de sport – Ajustement autorisation de programme
- 13-48) Subventions communales – Exercice 2013
- 13-49) Taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et non bâti
- 13-50) Budget primitif de l'exercice 2013 – Ville
- 13-51) Budget primitif de l'exercice 2013 – Camping du Vieux Châtel
- 13-52) Budget primitif de l'exercice 2013 – Lotissement Gare/Bel Air
- 13-53) Budget primitif de l'exercice 2013 – Service de l'Eau
- 13-54) Budget primitif de l'exercice 2013 – Service de l'assainissement
- 13-55) Budget primitif de l'exercice 2013 – Budget annexe du service Petite Enfance
- 13-56) Réalisation d'un plan cavalier – Association des Petites Cités de Caractère
- 13-57) Aire de covoiturage, rue de Rennes – Demande de subvention
- 13-58) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

---

### **13-41) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 27 Février 2013 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

### **13-42) COOPERATION FRANCO-ALLEMANDE – 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU TRAITE DE L'ELYSEE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que l'année 2013 marque le 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée, signé le 22 Janvier 1963 par le Chancelier Konrad Adenauer et le Président de la République Charles de Gaulle. Le Traité scellait la réconciliation entre la France et l'Allemagne en institutionnalisant la coopération entre les gouvernements français et allemands et en encourageant la coopération, en particulier dans le domaine de l'éducation et la jeunesse. Il a contribué à donner un réel élan au rapprochement entre nos deux pays.

Les premiers jumelages franco-allemands ont certes précédé le Traité, mais il a largement contribué à l'essor de ce mouvement qui, en donnant la possibilité à des millions de citoyens français et allemands de se rencontrer et d'apprendre à se connaître, a été l'un des puissants architectes de l'amitié franco-allemande.

Le travail de réconciliation entre nos deux pays est à présent achevé depuis de nombreuses années et le couple franco-allemand est désormais un axe essentiel à la construction européenne. L'anniversaire du Traité de l'Elysée constitue l'occasion de célébrer cette avancée exceptionnelle dans les relations entre nos deux pays et dans la construction européenne. Aujourd'hui, 50 années après la signature du Traité de l'Elysée, plus de 2 200 jumelages entre la France et l'Allemagne donnent un sens concret à l'amitié franco-allemande et contribuent activement à la réalisation de l'Europe du Citoyen.

Ces engagements sont également ceux de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe et du Rat der Germeinden und Regionen Europas présents quotidiennement aux côtés des acteurs locaux de nos deux pays afin de les soutenir dans leurs missions.

La crise économique et financière que nous connaissons actuellement montre un besoin d'Europe grandissant ainsi que la nécessité d'une coopération forte, efficace et équilibrée entre la France et l'Allemagne, notamment à l'heure où se dessine la stratégie économique de l'Union Européenne. Dans ce contexte difficile, le 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée ne doit pas seulement être célébré. Il constitue également une opportunité de réflexion pour préparer ensemble l'avenir de la relation et des jumelages franco-allemands.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal, à la demande de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), de réaffirmer le lien de la Commune de COMBOURG avec la Commune de WALDMUNCHEN de la façon suivante :

Nous, élus de COMBOURG

1. Répondant à l'appel lancé le 22 janvier 2013 par l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) ;
2. Saisissons l'opportunité des célébrations, en 2013, du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée pour rappeler notre attachement à la relation franco-

allemande et à notre jumelage avec WALDMUNCHEN ; et souhaitons réaffirmer l'engagement que nous avons pris ensemble le 15 Mai 1993 par la signature du serment de jumelage unissant nos deux territoires ;

3. Nous engageons à poursuivre notre action conjointe, avec l'objectif d'une meilleure connaissance du partenaire, au moyens d'échanges constants et sur la base de la réciprocité, afin de contribuer ensemble à la construction d'une citoyenneté européenne basée sur les valeurs de tolérance et de solidarité ;
4. Nous efforcerons d'associer mieux et davantage à nos initiatives un public diversifié, en particulier les plus jeunes de nos concitoyens, ainsi que des acteurs locaux tels que ceux du monde économique, de l'entreprise ou de la formation ; gardant ainsi l'esprit d'ouverture propre aux jumelages ;
5. Reconnaissons et saluons le soutien que l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, créé par le Traité de l'Elysée, n'a cessé d'apporter à la coopération franco-allemande en favorisant les rencontres de millions de jeunes de nos deux pays, notamment dans le cadre des jumelages de nos villes, et saluons la hausse du budget accordée à l'OFAJ pour l'année 2013 afin de lui permettre de poursuivre et intensifier son action en direction des jeunes générations et que nous puissions leur transmettre l'héritage de nos histoire franco-allemande commune ;
6. Dans un contexte qui conduit de plus en plus souvent à une distanciation des citoyens à l'égard du projet européen, demandons le maintien et le développement des dispositifs européens, en particulier du Programme l'Europe pour les citoyens, qui encouragent les jumelages, et ce dans toute leur diversité. En 2013, Année Européenne des citoyens, il nous semble plus que jamais indispensable que les villes et les communes de toutes tailles puissent continuer à participer à ces programmes et approfondir ainsi la dimension européenne de leurs échanges ;
7. Conscients que la relation franco-allemande, bien que privilégiée ne peut être exclusive, soulignons la nécessité d'ouvrir nos échanges à d'autres partenaires européens et de développer des actions communes avec des partenaires des pays en développement afin de faire de nos jumelages et partenariats franco-allemands un espace européen de dialogue et de solidarité fructueux ;
8. Intégrerons à nos jumelages et partenariats de nouvelles thématiques liées aux défis que doivent aujourd'hui relever nos territoires. Dans cet esprit, nous nous engageons à coopérer avec nos partenaires dans le cadre de projets structurés, notamment en matière d'emploi, de démographie ou de développement durables afin d'échanger nos expériences et d'améliorer nos actions dans ces domaines.
9. Entendons, dans le prolongement de la présente délibération, porter avec notre partenaire des initiatives destinées à célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée et le caractère vivant du jumelage de nos deux territoires.

Le 20<sup>e</sup> anniversaire du jumelage entre WALDMUNCHEN et COMBOURG, qui doit être célébré fin Août, sera l'occasion de réaffirmer ces engagements à travers divers échanges d'expériences.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

### **13-43) MAITRISE DU FONCIER – CHARTE POUR UNE GESTION ECONOMIQUE DU FONCIER EN BRETAGNE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par courrier en date du 21 Février 2013, Monsieur le Préfet de Région, Préfet d'Ille et Vilaine, invite les différentes collectivités de Bretagne, en partenariat avec le Conseil Régional, à adhérer à la « Charte pour une gestion économe du foncier en Bretagne », reflétant ainsi la volonté d'aller au-delà d'un constat partagé d'une consommation excessive d'espace sur une période récente.

Les réflexions menées sur la maîtrise de la consommation foncière démontrent qu'un changement des pratiques territoriales est nécessaire et qu'il est en train de s'opérer. La « charte pour une gestion économe du foncier en Bretagne », signée en janvier dernier par tous les acteurs bretons du foncier à l'invitation de Michel Cadot, Préfet de la Région Bretagne et de Pierrick Massiot, Président du Conseil Régional, constitue un acte d'engagement collectif fort et volontaire. Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale sont invités à participer à cette dynamique en signant la charte.

Socle d'une démarche indispensable à un développement durable des territoires bretons, la charte repose sur cinq volets :

1. Adopter une approche de la sobriété foncière dans les outils de planification : les partenaires de l'aménagement se fixent comme objectif d'intégrer, dans les réflexions préalables à l'élaboration d'un document de planification (SCoT, PLH, PLU), l'enjeu de la sobriété foncière ;
2. Mobiliser toutes les possibilités d'économie d'espace lors de l'ouverture du foncier à l'urbanisation : les partenaires devront examiner leurs pratiques actuelles et rechercher les outils permettant de mieux maîtriser la consommation de l'espace à l'occasion de l'ouverture du foncier à l'urbanisation ;
3. Renforcer l'articulation entre les différents documents de planification et de programmation : les partenaires veilleront à rechercher une bonne articulation entre les différents documents de planification applicables à leur territoire ;
4. Mettre en place un système partagé d'observation de la consommation d'espace : les partenaires élaboreront des indicateurs communs, permettant des comparaisons entre territoires, pour un meilleur suivi de la consommation de l'espace et afin de déterminer des objectifs chiffrés prévus par les Lois Grenelle ;
5. Diffuser une culture de la sobriété foncière : les partenaires mettront en œuvre la promotion et la diffusion d'actions et de pratiques innovantes, qui contribuent à la sobriété foncière.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'adhérer à cette charte.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE d'adhérer à la « Charte pour une gestion économe du foncier en Bretagne » et DONNE POUVOIR au Maire pour la signature de celle-ci.

### **13-44) SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL DE BRETAGNE (SAFER) - CONVENTION DE PARTENARIAT**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la commune a pour compétences l'aménagement de l'espace communal, le développement économique et de l'habitat, l'accueil de nouvelles populations et la protection de l'environnement. Elle est également très attentive au développement de l'agriculture de son territoire.

L'une des orientations de la politique foncière de la Commune consiste à créer les conditions visant à concilier développement urbain, activité agricole et protection de l'environnement, en permettant l'échange ou la vente de terrains aux agriculteurs touchés, en compensation des pertes subies. C'est en maîtrisant les ventes que les communes peuvent anticiper les besoins fonciers nécessaires à l'ensemble des projets.

La convention de veille foncière qui lie la SAFER et la commune de Combours, arrive à échéance le 20 mars prochain. Les dispositions du cadre contractuel signées en 2008 pour une durée de 5 ans, ne seront pas renouvelées dans les mêmes conditions.

Aujourd'hui, la SAFER dispose d'un nouveau dispositif de veille foncière destiné aux collectivités : le portail cartographique internet « Vigifoncier ». Ce nouvel outil de transmission et de visualisation des informations foncières liées aux déclarations d'intention d'aliéner reçues par la SAFER inclut également l'ensemble des opérations menées par cette structure : avis de préemption, appels de candidature et ventes amiables.

La SAFER propose alors de remplacer la convention actuelle par une convention « Vigifoncier » soit un système de mail d'alerte, mentionnant tous nouveaux mouvements fonciers sur le territoire communal ou mises à jour des informations déjà publiées.

Le montant de cette prestation s'élève à 1000 euros HT par an pour une durée de 5 ans.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention entre la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural de Bretagne dont le siège est à St Briec et la Ville de Combours.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, AUTORISE le Maire à signer la convention présentée entre la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural de Bretagne (SAFER) et la Ville de Combourg.

### **13-45) REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que le Conseil Municipal a été informé lors de sa séance du 30 janvier 2013 de la réflexion engagée par la commune autour de la réforme des rythmes scolaires voulue par le gouvernement.

Depuis le début de l'année, un travail important a été réalisé afin d'aboutir à des solutions concertées par la commune et les écoles. De nombreuses rencontres avec les directeurs d'écoles, l'Inspecteur de l'éducation nationale, le gestionnaire de l'accueil de loisirs, ont permis de construire des scénarii d'organisation de la journée scolaire.

Une présentation a été faite en séance par les services de la ville pour rappeler le contexte de la réforme, son cadre réglementaire, et les résultats du travail de concertation qui a été accompli.

Lors de l'application de cette réforme, le temps scolaire sera de 24 heures hebdomadaires réparties sur 9 demi-journées. Le temps scolaire quotidien ne peut excéder 5h30 ; chaque demi-journée ne peut excéder 3h30 ; la pause méridienne ne peut être inférieure à 1h30. La demi-journée de travail supplémentaire est fixée au mercredi matin.

Dans le projet de réforme, l'organisation de la semaine pour les écoles de la commune est fixée par le Directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) sur proposition du maire et/ou des conseils d'écoles.

La réforme des rythmes scolaires aura des incidences importantes sur le fonctionnement des écoles de la commune, mais plus largement sur le fonctionnement de la restauration scolaire, de l'accueil de loisirs, de la vie associative et au-delà, sur l'organisation sociale des familles concernées.

La commission "vie scolaire" s'est réunie les 19 janvier et 27 février 2013 pour examiner le projet et valider ses principales étapes. Une réunion publique s'est tenue le 14 mars 2013 et a permis de présenter aux nombreuses familles et associations présentes l'état d'avancement de la réflexion et d'échanger sur les inquiétudes et les souhaits qui ont été exprimés.

Un conseil d'école extraordinaire et commun à la maternelle et à l'élémentaire, réuni le 19 mars 2013, a examiné les propositions de la commune et des équipes d'enseignants. Les débats entre enseignants, parents d'élèves élus et la commune ont témoigné de l'intérêt de tous face à la conduite de cette réforme et d'un consensus autour des scénarii d'organisation de la semaine scolaire à la maternelle

et à l'élémentaire. Au terme de la réunion, le Conseil d'école a validé les propositions d'aménagement pour les deux écoles et a encouragé les équipes d'enseignants et la commune à poursuivre le travail engagé, tout en souhaitant être informé régulièrement des évolutions à venir.

Les prochaines étapes pour la commune sont désormais la définition des activités à mettre en place lors des temps péri-éducatifs, en concertation toujours avec le corps enseignant, et la planification des recrutements pour encadrer ces temps. Un questionnaire va être diffusé auprès des familles car il apparaît difficile d'estimer les impacts sur la fréquentation de la restauration scolaire et de l'accueil de loisirs le mercredi. Les incidences sur l'organisation des services scolaires et périscolaires (ATSEM, entretien des locaux...) n'ont pas encore été mesurées.

Une approche financière prospective pour évaluer les coûts générés par l'application de cette réforme fait état d'un coût moyen de 150 € par élève. Pour mémoire, si la commune entre dans le dispositif à la rentrée 2013, elle devrait disposer d'une aide forfaitaire de 90 € par élève pour l'année 2013/2014. Si la commune entre dans le dispositif à la rentrée 2014 par dérogation, elle ne percevrait que la part relative à la DSR cible fixée à 45 € par élève. Cette aide financière de l'Etat ne serait pas pérenne.

La réforme des rythmes scolaires s'applique de plein droit dans toutes les écoles publiques à la rentrée de septembre 2013. Cependant, le maire peut, au plus tard le 31 mars 2013, demander au DASEN le report de l'application du décret à la rentrée de septembre 2014.

Monsieur LE BESCO évoque le contexte politique du projet. Il souligne le travail important déjà réalisé puis précise que ce projet, quelle que soit sa date de mise en application à Combourg, doit être qualitatif tout en préservant les finances de la commune.

Monsieur LE BESCO ouvre le débat.

Madame QUÉVERT intervient pour dire que la loi est imposée et que toutes les communes sont obligées tôt ou tard d'engager la réforme. Elle ajoute qu'une entrée dans le dispositif dès 2013 faciliterait sa mise en place et l'embauche de personnel qualifié.

Madame SAUVÉE prend la parole pour dire qu'elle mesure le travail réalisé depuis la séance de Conseil Municipal de janvier 2013. Elle demande la confirmation que les parents et les enseignants présents au Conseil d'école ont validé le dispositif proposé.

Monsieur LE BESCO indique que, sur le plan national, cette réforme n'a pas fait l'objet, à ce jour, d'une adhésion marquée des élus locaux

Monsieur HIGNARD exprime sa préférence pour une scolarisation des enfants le samedi matin plutôt que le mercredi matin pour un meilleur respect de leurs rythmes, et regrette que ce ne soit pas possible.



Le débat étant clos, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de voter pour ou contre l'application de la réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2013.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, avec 13 voix pour, 6 abstentions et 7 voix contre, se prononce pour l'application de la réforme en 2013.

#### **13-46) PLANTATIONS HAIES BOCAGERES ET BOSQUETS – PROGRAMME 2013**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les opérations de plantation de haies bocagères pourront être engagées par la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour la campagne 2013.

La Ville de Combours a décidé de s'inscrire au programme 2013.

L'inscription de la commune au programme bocager nécessite l'atteinte des seuils minimaux suivants :

- 200 mètres minimum d'un seul tenant par dossier pour les plantations relevant de nouvelles haies et 50 ares maximum pour les bosquets,
- Il est possible de restaurer ou prolonger une haie existante. Dans ce cas, la totalité du linéaire de la haie restaurée ou prolongée doit au moins faire 200 mètres d'un seul tenant,
- La plantation doit avoir un rôle de brise vent, d'anti-érosion ou d'amélioration de la qualité du paysage bocager,
- Les essences de feuillues locales sont les seules à être distribuées. Elles doivent atteindre une hauteur à terme supérieure à 2 mètres (essences ornementales non fournies).
- Les particuliers bénéficiaires des plants réalisent les travaux de préparation du sol, de plantation et d'entretien. Le paillage utilisé par les planteurs doit être de préférence, biodégradable

Les bénéficiaires s'engagent à entretenir leurs plants sur une période minimale de 15 ans.

Considérant ces conditions, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de demander l'inscription de la Commune de COMBOURG au programme de plantation de haies bocagères et de bosquets pour l'hiver 2013.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE de demander l'inscription de la Commune de COMBOURG au programme de plantation de haies bocagères et de bosquets pour l'hiver 2013 tel que présenté.

### **13-47) REALISATION D'UNE SALLE DE SPORTS – AJUSTEMENT AUTORISATION DE PROGRAMME**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°12-105 du 4 juillet 2012, le Conseil Municipal a inscrit une autorisation de programme pour l'opération « réalisation d'une salle de sports » pour un montant de 4 200 000 € T.T.C. Cette autorisation de programme concerne les années 2012, 2013 et 2014.

La prise en compte tardive de la nouvelle réglementation thermique (RT 2012) dans les outils informatiques utilisés par le bureau d'études thermiques a généré un retard de plusieurs semaines sur le calendrier de réalisation.

Par conséquent, il convient d'ajuster les crédits de paiement sur les années 2013 et 2014 de la façon suivante :

<b>Imputation budgétaire</b>	<b>Crédits paiement (TTC)</b>			
	2012	2013	2014	TOTAL
2313 (opération 35)	350 000,00 €	1 200 000,00 €	2 650 000,00 €	4 200 000,00 €

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de membres présents, ADOPTE cette proposition.

### **13-48) SUBVENTIONS COMMUNALES – Exercice 2013**

Rapporteur : Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX, après étude par les commissions concernées, propose au Conseil Municipal l'attribution des subventions communales suivantes :

## **ASSOCIATIONS SPORTIVES**

	2012	2013
<b>Amicale Cyclotouriste Combourgeoise</b>		
<i>Fonctionnement</i>	267,00 €	<b>272,00 €</b>
<i>Subv° exceptionnelle organisation de course</i>	*1 492,00 €	<b>*2 000,00 €</b>
Association "La Chateaubriand"	2 824,00 €	<b>2 974,00 €</b>
<b>Association "La Jeunesse Combourgeoise"</b>		
Subvention de fonctionnement	2 910,00 €	<b>3 281,00 €</b>
Subvention exceptionnelle	0,00 €	<b>1 000,00 €</b>
Badminton Club de Combourg	321,00 €	<b>310,00 €</b>
Volley Indépendant Club Combourg	518,00 €	<b>125,00 €</b>
Association Communale de Chasse Combourg	347,00 €	<b>354,00 €</b>
Gymnastique Volontaire du Linon	224,00 €	<b>228,00 €</b>
Gym bien-être	224,00 €	<b>228,00 €</b>
Club municipal de Combourg Natation	603,00 €	<b>615,00 €</b>
Office sportif de la Bretagne Romantique	5 729,00 €	<b>5 792,00 €</b>
Combours Suba (hockey apnée nage avec palme)	247,00 €	<b>252,00 €</b>
Le Pêcheur de la Dore	79,00 €	<b>81,00 €</b>
Amicale Bouliste Combourgeoise	79,00 €	<b>81,00 €</b>
Union sportive du Linon	107,00 €	<b>109,00 €</b>
Combours Athlétisme	721,00 €	<b>735,00 €</b>
Amicale Sapeurs-Pompiers "section sportive"	623,00 €	<b>623,00 €</b>
Karaté Club Combours	813,00 €	<b>1 091,00 €</b>
Jog Loisirs Pays de Combours	266,00 €	<b>343,00 €</b>
Tennis Club du Chatel	386,00 €	<b>615,00 €</b>
Combours Rugby Club	595,00 €	<b>525,00 €</b>
Enadonke	102,00 €	<b>104,00 €</b>
Association Jeanne d'Arc (escrime Combours)	0,00 €	<b>338,00 €</b>
Moto club le bol d'air		<b>147,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>19 477,00 €</b>	<b>22 223,00 €</b>

*\*ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses*

## **ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS**

	2012	2013
Chorale paroissiale Ste-Cécile	350,00 €	350,00 €
Colombe combourgeoise	76,00 €	0,00 €
Amis de la Belote Combourgeoise	0,00 €	50,00 €
Club de la Gaieté	375,00 €	375,00 €
Orchestre de Bretagne	100,00 €	0,00 €
La route des Orgues en pays de St Malo	0,00 €	300,00 €
<b>Figure project</b>		
Subvention de fonctionnement	250,00 €	250,00 €
Subvention Exceptionnelle	0,00 €	250,00 €
Association Compagnie Vice de Forme "LA TURBINE"	0,00 €	250,00 €

<b>Association les Confidentiels</b>		
salon des petits éditeurs - tous les 2 ans, à partir de 2012	600,00 €	0,00 €
Lecture et Animation à la médiathèque		*600,00 €
<b>Sous Total</b>		<b>600 ,00 €</b>
<b>Comité de jumelage</b>		
Fonctionnement	1 000,00 €	1 000,00 €
20 ans du jumelage	0,00 €	3 000,00 €
<b>Sous Total</b>		<b>4 000,00 €</b>
<b>Centre culturel de loisirs de Combourg</b>		
Fonctionnement	1 000,00 €	1 000,00 €
Carnaval	*720,00 €	*720,00 €
Printemps des plantes	*1 160,00 €	*1 000,00 €
Festival Etonnant Romantique	*4 850,00 €	*4 800,00 €
10 ans du festival Etonnant romantique	0,00 €	
<b>Sous Total</b>	<b>7 730,00 €</b>	<b>7 520,00 €</b>
<b>Office de Tourisme</b>		
Fête de la Lanterne (10 ème édition en 2012)	*8 000,00 €	*8 000,00 €
Floréales	1 500,00 €	0,00 €
Subvention exceptionnelle (année médiévale)	1 000,00 €	
Art et Création en Pays Romantique		*1 500,00 €
<b>Sous Total</b>	<b>10 500,00 €</b>	<b>9 500,00 €</b>
<b>Comité des fêtes</b>		
Fête du cheval	1 500,00 €	1 500,00 €
Fête de la Musique	**4 000,00 €	**4 000,00 €
animation de Noël	500,00 €	500,00 €
bannières Waldmünchen	0,00 €	*600,00 €
<b>Sous Total</b>	<b>6 000,00 €</b>	<b>6 600,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>26 981,00 €</b>	<b>30 045,00 €</b>

- \* ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses
- \*\* cette subvention ne sera versée que si la manifestation se déroule sur le domaine public

## **ASSOCIATIONS SCOLAIRES**

	<b>Effectifs 2012 (nbre d'élèves)</b>	<b>2012</b>	<b>Effectifs 2013 (nbre d'élèves)</b>	<b>2013</b>
<b>Subventions aux associations de Parents d'élèves</b>				
Ecole primaire publique	466	875,00 €	462	885,00 €
Ecole primaire Ste-Anne	326	612,00 €	322	617,00 €
Collège public FR Chateaubriand (FCPE)		91,00 €		93,00 €
Collège privé Saint-Guildin		91,00 €		93,00 €

<b>Subventions scolaires à caractère social</b>				
Collège public FR Chateaubriand	196	1 914,00 €	189	1 882,00 €
Collège privé Saint-Guildin	79	771,00 €	90	896,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>4 354,00 €</b>		<b>4 466,00 €</b>

### **ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES 2013**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>
<b>Union nationale des Combattants - Anciens combattants &amp; Anciens Prisonniers</b>		
<i>Fonctionnement</i>	489 €	496 €
<i>*Subvention musique (3x130€)</i>	*390 €	*390 €
<b>Sous Total</b>	<b>879 €</b>	<b>886 €</b>
Médaillés Militaires	108 €	110 €
Mémorial des 3 stèles - exceptionnelle -	150 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 137 €</b>	<b>996 €</b>

\* participation 130 € par prestation exécutée (8 mai, 11 novembre, 5 décembre)

### **ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Croix Rouge Française	74 €	76,00 €
Amicale des donneurs de Sang	279 €	320,00 €
La Ligue nationale contre le Cancer	74 €	76,00 €
Association des Pupilles de l'Enseignement Public	112 €	115,00 €
Association des Veuves Civiles	142 €	146,00 €
La Croix d'Or (alcool assistance)	130 €	134,00 €
Les Restos du Cœur	529 €	545,00 €
Repas des Aînés (CCAS)	1 328 €	1 368,00 €
Accidentés du Travail (F.N.A.T.H.)	73 €	75,00 €
Papillons Blancs	367 €	378,00 €
Les Décorés du Travail du canton de Combours	70 €	72,00 €
Association "Les Tout Petits Petons" / Exceptionnelle	203 €	209,00 €
solidarité St Médard PN11	0 €	100,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 432,00 €</b>	<b>3 614,00 €</b>

### **AUTRES ASSOCIATIONS OU ORGANISMES**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Amicale du Personnel Ville de Combours	3 319,00 €	3 369,00 €
Comice Agricole (5792 habitants * 0,70)	4 010,00 €	4 055,00 €
Prévention Routière	94,00 €	96,00 €
Anciens Pompiers	516,00 €	523,00 €
Sophrologie Combours	50,00 €	50,00 €
Yoga Combours	0,00 €	150,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>7 989,00 €</b>	<b>8 243,00 €</b>

<b>TOTAL</b>	63 370 €	<b>69 587 €</b>
<b>FONDS DE RESERVE GLOBAL</b>	630 €	<b>413 €</b>
<b>Formant un TOTAL GENERAL de</b>	64 000 €	<b>70 000 €</b>

Les subventions seront versées uniquement si l'association a fourni tous les justificatifs demandés et son numéro de SIRET.

Mesdames MARCHAND et BEAUDOUIN font savoir qu'elles s'abstiendront en raison de la baisse de la subvention accordée au Centre Culturel.

Le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et 2 abstentions, DECIDE d'attribuer ces subventions telles que proposées ci-dessus.

### **13-49) TAXE D'HABITATION- TAXE SUR LE FONCIER BATI ET NON BATI - ANNEE 2013**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter les taux de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et celle sur le foncier non bâti.

En maintenant ces taux, le montant des contributions directes 2013 sera de 1 943 861 € (1 873 632 € pour 2012) soit une progression de 3,75 %.

#### **Rappel des Taux :**

Taxe d'habitation :	17,51 %
Taxe Foncier Bâti :	18,14 %
Taxe Foncier Non Bâti :	52,90 %

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le budget primitif de la Ville, établi par la Municipalité après étude par la commission des finances du 18 mars 2013, et le débat d'orientations générales du budget est présenté au Conseil Municipal.

Fonctionnement.		Investissement		Total
Dépenses	<b>5 420 588 €</b>	Dépenses	<b>6 016 553 €</b>	<b>11 437 141 €</b>
Recettes	<b>5 420 588 €</b>	Recettes	<b>6 016 553 €</b>	<b>11 437 141 €</b>

Recettes de Fonctionnement : 3 476 727 €  
(hors contributions directes)

Recettes d'investissement : 4 591 428 €  
(hors emprunt)

- des contributions directes pour :	1 943 861 €
- du recours à l'emprunt	1 425 125 €

### B) Tableau des effectifs

**SITUATION ET TABLEAU DES EFFECTIFS DES AGENTS DE LA COMMUNE**

Grades	Situation réelle au 01/01/2013		Modifications en 2013		Observations	Nombre de promouvables au 01/01/13	Ratio proposé (délib. du 10/07/07)
	Pourvus	Non pourvus	Modifications	Après modifications			
Attaché principal	1		0	1		0	100 %
Rédacteur Principal	1		0	1		0	100 %
Rédacteur	2		+1	3	Promotion interne au 01/07/13	2	100 %
Adjoint administratif Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	2		-1	1	Promotion interne au 01/07/13	0	100 %
Adjoint administratif de 1 <sup>ère</sup> classe	3			3		2	100 %
Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe	2			2		0	100 %
Garde-champêtre Principal	1		0	1		0	100 %
Technicien principal de 1 <sup>er</sup> classe		1	0	1		0	100 %
Technicien Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Technicien supérieur territorial	2			2		0	100 %
Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1		+1	2	Avanc. de grade au 01/12/13	2	100 %
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	5	1	-1 +1	6	Avanc. de grade au 01/12/13, 01/07/13	2	100 %
Adjoint technique de 1 <sup>ère</sup> classe	2		-1*	1	Avanc. de grade au 01/07/12	0	100 %
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	5	1		6		0	100 %
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
ATSEM de 1 <sup>ère</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1			1		0	100%
<b>Sous-total</b>	<b>31</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>34</b>			
<b>Temps non complet</b>							
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	5		0	5		0	100 %
Adjoint du patrimoine de 2 <sup>ème</sup> classe	2		0	2		0	100 %
Adjoint d'animation de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
ATSEM de 1 <sup>ère</sup> classe		1		1		0	100%
<b>Sous-total</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>9</b>			
<b>Auxiliaires</b>							
Technicien	1			1			
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	13			13			
Adjoint du patrimoine 2 <sup>ème</sup> classe	2			2			
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	1			1			
Animateur	0		+1	1	Recrutement au 01/06/13		
Contrat unique d'insertion (CUI-CAE)	6		+4	10	1 poste au 04/02/13 1 poste au 11/03/13 2 postes au 01/04/13		
Emploi d'avenir	0		+3	3	3 postes au 01/09/13		
<b>Sous-total</b>	<b>23</b>		<b>8</b>	<b>31</b>			
<b>Total Général</b>	<b>62</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>74</b>			



Afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées :

**Suppression de postes :**

**Au 1<sup>er</sup> Juillet 2013 (\*) :**

- 1 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1<sup>ère</sup> classe
- 1 poste d'Adjoint Technique de 1<sup>ère</sup> classe

**Au 1<sup>er</sup> Décembre 2013 (\*) :**

- 1 poste d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe

Ces suppressions étant motivées par l'avancement de grades d'agents en place et de promotion interne.

**Création de postes :**

**Avec effet au 4 Février 2013 (\*) :**

- 1 poste en contrat unique d'insertion (CUI-CAE)

**Avec effet au 11 Mars 2013 (\*) :**

- 1 poste en contrat unique d'insertion (CUI-CAE)

**Avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2013 (\*) :**

- 2 postes en contrat unique d'insertion (CUI-CAE)

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Juin 2013 (\*) :**

- 1 poste d'animateur auxiliaire

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Juillet 2013(\*) :**

- 1 poste de Rédacteur
- 1 poste d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe

**Avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2013 (\*) :**

- 3 postes d'emplois d'avenir

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Décembre 2013(\*) :**

- 1 poste d'Adjoint Technique Principal de 1<sup>ère</sup> classe

Ces créations étant motivées par une promotion interne, des avancements de grades, et par des nécessités de service.

# SITUATION ET TABLEAU DES EFFECTIFS DES AGENTS DU SERVICE ACCUEIL PETITE ENFANCE

Grades	Situation réelle au 01/01/2013		Modifications en 2013		Observations	Nombre de promouvables au 01/01/13	Ratio proposé (délib. du 10/07/07)
	Pourvus	Non pourvus	Modifications	Après modifications			
Educatrice principal de jeunes enfants	1			1		0	100 %
Auxiliaire de Puériculture 1 <sup>ère</sup> classe			+2	2	Recrutement : 1 poste par voie de mutation 1 poste par voie de détachement au 01/04/13		
<b>Sous-total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>3</b>			
<b>Auxiliaires</b>							
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	1		+1	2	Recrutement au 04/03/13		
Infirmière classe supérieure	1			1			
Auxiliaire de puériculture 1 <sup>ère</sup> classe	2		-1	1	Recrutement par détachement au 01/04/13		
Educateur de jeunes enfants	1		-1	0	Recrutement par mutation au 01/04/13		
Contrat unique d'insertion (CUI-CAE)	2		0	2			
Emploi d'avenir	0		+1	1	1 poste au 07/01/13		
<b>Sous-total</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>			
<b>Total Général</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>10</b>			

Afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées :

## Suppression de poste :

### Au 1<sup>er</sup> Avril 2013 (\*) :

- 1 poste d'éducateur de jeunes enfants (Auxiliaire)
- 1 poste d'Auxiliaire de Puériculture 1<sup>ère</sup> classe (Auxiliaire)

Ces suppressions étant motivées par des recrutements statutaires.

## Création de postes :

### Avec effet au 7 Janvier 2013(\*) :

- 1 poste d'emploi d'avenir

### Avec effet au 4 Mars 2013 (\*) :

- 1 poste d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe (Auxiliaire)

### Avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2013 (\*) :

- 2 postes d'Auxiliaire de Puériculture 1<sup>ère</sup> classe (Titulaire)

Ces créations étant motivées par des nécessités de service et par des recrutements statutaires

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 21 voix POUR et 4 ABSTENTIONS, ADOPTE le budget primitif 2013.

**13-51) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2013 - CAMPING du « Vieux Châtel »**  
Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le budget annexe du camping du « Vieux Châtel », après étude par la Commission des finances et débat d'orientations générales du budget est présenté au Conseil Municipal, étant précisé qu'il s'agit d'un service assujetti à la T.V.A., de sorte que le budget sera présenté hors TVA.

Fonctionnement H.T.		Investissement H.T.	
Dépenses	<b>33 390 €</b>	Dépenses	Néant
Recettes	<b>33 390 €</b>	Recettes	Néant

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 24 voix POUR et 1 ABSTENTION, ADOPTE le budget annexe du camping municipal du Vieux Châtel pour l'exercice 2013.

**13-52) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2013 - LOTISSEMENT GARE/BEL AIR**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Lotissement de « La GARE », établi par la Municipalité après étude par la commission des finances, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Fonctionnement H.T.		Investissement H.T.	
Dépenses	<b>314 056 €</b>	Dépenses	<b>0 €</b>
Recettes	<b>314 056 €</b>	Recettes	<b>0 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents, ADOPTE le budget annexe du lotissement Gare/ Bel Air pour l'exercice 2013.

### **13-53) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2013 - SERVICE DE L'EAU**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Service de l'Eau, établi par la Municipalité après étude par la commission des finances, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Exploitation		Investissement.	
Dépenses	<b>277 265 €</b>	Dépenses	<b>1 303 528 €</b>
Recettes	<b>277 265 €</b>	Recettes	<b>1 303 528 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 21 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget annexe du service de l'Eau pour l'exercice 2013.

### **13-54) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2013 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Service de L'Assainissement, établi par la Municipalité après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Exploitation		Investissement.	
Dépenses	<b>281 666 €</b>	Dépenses	<b>924 149 €</b>
Recettes	<b>281 666 €</b>	Recettes	<b>924 149 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 21 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget annexe du service de l'Assainissement pour l'exercice 2013.

### **13-55) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2013 – BUDGET ANNEXE SERVICE PETITE ENFANCE**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Service Petite Enfance, établi par la Municipalité après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Fonctionnement		Investissement.	
Dépenses	<b>427 988 €</b>	Dépenses	<b>Néant</b>
Recettes	<b>427 988 €</b>	Recettes	<b>Néant</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE le budget annexe du service de la Petite Enfance pour l'exercice 2013.

### **13-56) REALISATION D'UN PLAN CAVALIER - ASSOCIATION DES PETITES CITES DE CARACTERE**

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la valorisation des Petites Cités de Caractère de Bretagne et afin de disposer d'une représentation homogène et de qualité de chacune des cités bretonnes, l'association des Petites Cités de Caractère propose la réalisation d'un plan cavalier qui consiste à obtenir un portrait de la ville en trois dimensions, révélant l'urbanisme, l'architecture et la nature environnante à travers la reproduction la plus fine possible de la totalité des constructions, des aménagements urbains et des espaces verts.

Le plan cavalier est une base de travail pertinente pour préparer la sauvegarde de quartiers ou d'édifices, comprendre ou simuler la progression d'une ville. C'est aussi un outil de communication, tant sa forme informatique (eps, jpg ou dwg) permet de l'utiliser pour des différents supports (plans touristiques, plans officiels, plans de quartiers) et de façon évolutive (mises en couleurs diverses, facilité de mises à jour...)

Dans le respect de leurs domaines de compétences, l'Etat et la Région Bretagne soutiennent la réalisation de plans cavaliers dans les Petites Cités de Caractère de Bretagne, à des fins de communication, de médiation et de valorisation du patrimoine.

Les aides financières sur l'élaboration d'un plan cavalier sont de

- 30 % de la Région Bretagne
- 10 % de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles)
- Un forfait de 1 000 € accordé par l'Association des Petites Cités de Caractère.

Il convient donc de se positionner pour la création et la réalisation d'un plan cavalier.

Le coût estimé par l'Architecte désigné pour ce projet par les Petites Cités de Caractère (Monsieur Damien CABIRON - Société de représentation de Plan cavalier à DOLE 39100) est estimé à 8 025 € TTC

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de :

- valider le projet de réalisation d'un plan cavalier sur la commune de Combourg et de procéder aux inscriptions budgétaires conséquentes au budget primitif 2013
- de solliciter des aides financières auprès de la DRAC de Bretagne, du Conseil Régional et de l'Association des Petites Cités de Caractère

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

### **13-57) AIRE DE COVOITURAGE RUE DE RENNES – DEMANDE DE SUBVENTION COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 13.35 en date du 27 février 2013, le Maire a été autorisé à procéder aux inscriptions budgétaires conséquentes au budget primitif 2013 mentionnant la construction de voirie en secteurs concédés, notamment l'aire de covoiturage route de Rennes.

Le covoiturage permet une diminution du trafic routier et ses nuisances, il séduit de plus en plus d'automobilistes, c'est devenu une solution économique et écologique aux besoins de déplacements.

L'estimatif de cette opération s'élève à ce jour à 45 200 € TTC

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention à la Communauté de Communes pour la création de cette aire de covoiturage.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

**13-58) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6<sup>e</sup> alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15<sup>e</sup> alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 29 janvier 2013 (**DIA n° 01**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle section AC n° 533 d'une superficie totale de 371 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 19 février 2013 (**DIA n° 02**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AD n° 277 d'une superficie totale de 9 m<sup>2</sup> et supportant une dépendance d'habitation
- Décision en date du 19 février 2013 (**DIA n° 03**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles section AE n° 507 et n° 502 d'une superficie totale de 3 197 m<sup>2</sup> et supportant un bâtiment commercial
- Décision en date du 20 février 2013 (**DIA n° 04**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles section F n° 718, n° 717, n° 716, n° 715 et supportant une maison d'habitation

- Arrêté n° 2013-026 en date du 7 Février 2013 acceptant une indemnité de sinistre de 108,12 € de la Compagnie SMACL Assurances (panneau stop endommagé)

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 45.



# **CONSEIL MUNICIPAL**

## **DU MERCREDI 27 MARS 2013**

**A 20 H 00**

---

### **ORDRE DU JOUR**

---

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Coopération franco-allemande – 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée
3. Maîtrise du foncier – Charte pour une gestion économe du foncier en Bretagne
4. Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural de Bretagne (SAFER) – Convention de Partenariat
5. Réforme des rythmes scolaires
6. Programme de plantation de haies bocagères 2013
7. Réalisation d'une salle de sport – Ajustement autorisation de programme
8. Subventions communales – Exercice 2013
9. Taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et non bâti
10. Budget primitif de l'exercice 2013 – Ville
11. Budget primitif de l'exercice 2013 – Camping du Vieux Châtel
12. Budget primitif de l'exercice 2013 – Lotissement Gare/Bel Air
13. Budget primitif de l'exercice 2013 – Service de l'Eau
14. Budget primitif de l'exercice 2013 – Service de l'assainissement
15. Budget primitif de l'exercice 2013 – Budget annexe du service Petite Enfance
16. Réalisation d'un plan cavalier – Association des Petites Cités de Caractère
17. Aire de covoiturage, rue de Rennes – Demande de subvention
18. Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales